

Registre de Commerce et des Sociétés

Numéro RCS : J58

Référence de dépôt : L170057462

Déposé et enregistré le 11/04/2017

Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL)

**Comptes annuels et rapport du réviseur d'entreprises agréé
au 31 décembre 2016**

Siège social :
3, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg
Forme juridique : Etablissement public
Numéro RCS : J58

Table des matières

	Pages
Rapport d'activités	2 - 5
Rapport du réviseur d'entreprises agréé	6 - 7
Comptes annuels	
- Bilan	8 - 9
- Compte de profits et pertes	10
- Annexe aux comptes annuels	11 - 17



FONDS SOUVERAIN INTERGENERATIONNEL
DU LUXEMBOURG

N° RCS J58

RAPPORT D'ACTIVITE RELATIF A L'EXERCICE 2016

STRUCTURE ADMINISTRATIVE ET ORGANISATIONNELLE

COMITE DE DIRECTION

Au 31 décembre 2016, le comité directeur du Fonds souverain est composé des membres suivants :

- Mme Isabelle Goubin, Président
- M Robert Kieffer, Vice-Président
- M Claude Kremer
- Mme Katia Kremer
- Mme Pascale Toussing

Le comité directeur du Fonds souverain a tenu 9 réunions en 2016, dont 7 en présence du comité d'investissement.

COMITE D'INVESTISSEMENT

Au 31 décembre 2016, le comité d'investissement du Fonds souverain est composé des membres suivants :

- Mme Isabelle Goubin, Président du comité directeur
- M André Birget, membre externe
- M John Holloway, membre externe
- M Aly Kohl, membre externe

Le comité d'investissement du Fonds souverain a tenu 3 réunions en l'année 2016, chaque fois en présence de Monsieur Robert Kieffer, Vice-Président du comité directeur, et a participé à 7 réunions du comité directeur.

POLITIQUE GENERALE ET STRATEGIE D'INVESTISSEMENT

Dans sa réunion du 9 mars 2016, le comité directeur du Fonds souverain a approuvé la politique générale du Fonds souverain, qui définit les principes et procédures régissant la gestion et l'administration des avoirs du Fonds souverain, y compris l'objectif de rendement, la tolérance au risque, la stratégie d'investissement, la structure organisationnelle et le dispositif de contrôle.

Dans sa réunion du 9 mars 2016, le comité directeur a également adopté la version finale du texte de la stratégie d'investissement, qui a légèrement changé par rapport à la version adoptée à l'occasion de la réunion du comité directeur en date du 17 décembre 2015. La modification est devenue indispensable aux fins d'assurer la cohérence avec le texte final de la politique générale.

Le comité directeur a soumis fin mars la politique générale du Fonds souverain pour approbation au Conseil de Gouvernement.

La politique générale du Fonds souverain a été validée par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 25 mars 2016. Le Conseil de gouvernement a également pris note de la stratégie d'investissement du Fonds souverain qui lui a été soumise pour information ensemble avec la politique générale.

CONTRATS ET COMPTABILITE

En mai 2016 a été finalisé et signé, avec effet au 1^{er} janvier 2016, le contrat de prestation de services entre le Fonds souverain et la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, selon lequel cette dernière preste des services de gestion et d'administration des avoirs du Fonds souverain, y compris, e.a., l'exécution des transactions bancaires, des ordres d'achat et de vente, l'encaissement des revenus liés aux avoirs du Fonds souverain et le contrôle du respect des règles d'investissement.

En mai 2016 a également été finalisé et signé, avec effet au 1^{er} janvier 2016, le contrat de prestation de services comptables entre le Fonds souverain et la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, selon lequel cette dernière assume les fonctions comptables et annexes pour le compte du Fonds souverain, y compris, e.a. la tenue des livres comptables du Fonds souverain et l'établissement des comptes annuels.

En 2016 ont été finalisés et signés, avec effet au 11 mai 2016, les contrats d'experts entre le Fonds souverain et les membres externes du comité d'investissement.

Le Conseil de Gouvernement a marqué son accord, dans sa séance du 22 janvier 2016, avec la nomination de PricewaterhouseCoopers Luxembourg en tant que réviseur d'entreprises agréé chargé de la révision des comptes du Fonds souverain pour une durée de 3 ans, sur base d'une proposition du comité directeur du Fonds souverain.

Le comité directeur a décidé d'appliquer une comptabilité commerciale avec une évaluation à la juste valeur des instruments financiers, en conformité avec les dispositions de la loi modifiée du 19 décembre 2002 sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Dans le souci de refléter au mieux la réalité économique, la dotation budgétaire de l'Etat au Fonds souverain est inscrite au passif du bilan, sans passer par le compte de profits et pertes. Le comité directeur a opté pour cette méthode de comptabilisation après concertation avec l'agent comptable, l'agent bancaire, le réviseur d'entreprises agréé, l'IGF et le STATEC.

Le comité directeur a adopté les comptes annuels relatifs à l'exercice 2015 et le rapport d'activité 2015 du Fonds souverain par résolutions circulaires du 25 mars 2016.

Le comité directeur a soumis fin mars au Conseil de Gouvernement, pour approbation, les comptes annuels 2015 du Fonds souverain. Les comptes annuels 2015 du Fonds souverain ont été approuvés par le Conseil de gouvernement dans sa séance du 12 avril 2016. Le Conseil de gouvernement a également pris acte du rapport d'activité 2015 qui lui a été soumis pour information ensemble avec les comptes financiers 2015.

La Cour des Comptes a procédé au contrôle du Fonds souverain pour l'exercice 2015 en juin 2016 tel que prévu à l'article 1^{er}, paragraphe 3, alinéa 5, de la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir – première partie. La Cour des Comptes n'a pas eu de constatations particulières à formuler.

DOTATIONS BUDGETAIRES

Le Fonds souverain a reçu en avril 2016 la dotation budgétaire annuelle de l'Etat pour l'année 2016 d'un montant de 50.025.000 EUR. Conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 19 décembre 2014 susmentionnée, ce montant tient compte de la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation national (IPCN) de mars 2015 à mars 2016. Le Fonds souverain a reçu une dotation supplémentaire en mai 2016 d'un montant de 32.730.877,20 EUR provenant de la vente par l'Etat à la

SNCI de ses droits de souscription dans Arcelor Mittal dans le cadre de l'augmentation de capital d'Arcelor Mittal en mars 2016.

ACTIVITE D'INVESTISSEMENT

La stratégie d'investissement prévoit une allocation de **3%** des avoirs du Fonds souverain en **liquidités**, de **57%** en **obligations**, de notation « *investment grade* », dont **29%** libellées en **EUR** et représentées par l'indice Barclays Euro Aggregate Total Return Index Value Unhedged EUR et **28%** libellées en **USD** et représentées par l'indice Barclays US Aggregate Total Return Index Value Unhedged USD, avec une **couverture du risque de change USD contre EUR** entre 90% et 100% de la position libellée en USD et finalement de **40%** en **actions**, dont **25%** en **actions des pays développés**, représentées par l'indice MSCI Daily Net Total Return World USD, libellé en EUR et **15%** en **actions européennes**, représentées par l'indice MSCI Daily Net Total Return Europe, libellé en EUR.

La première proposition d'investissement du comité d'investissement, discutée par ce dernier en date du 29 avril 2016, a été adoptée en l'état par le comité directeur dans sa réunion du 11 mai 2016 en présence du comité d'investissement. La décision d'investissement portait sur la totalité des avoirs du Fonds souverain, avec des opérations en cinq tranches, chaque fois le 5^e dernier jour ouvré des mois de mai 2016 à septembre 2016. Après une première série d'opérations en date du 25 mai 2016, aucune opération n'a été effectuée le 5^e dernier jour ouvré de juin, à cause de l'annonce en matinée du 24 juin 2016 d'un résultat en faveur du « Brexit » au Royaume-Uni. Au cours du troisième trimestre, les séries d'opérations d'achat ont eu lieu aux dates fixées par le comité directeur, à savoir le 25 juillet 2016, le 25 août 2016 et le 26 septembre 2016 et au cours du quatrième trimestre, la dernière série d'opérations était effectuée le 25 octobre 2016, pour un montant d'EUR 32'755'877,20.

Ci-après le tableau de synthèse du poids-cible des positions acquises dans le cadre de la première proposition d'investissement, telle qu'approuvée par le comité directeur en date du 11 mai 2016 :

Classe d'actifs	Nom de l'ETF, resp. de l'OPCVM	Code ISIN	Devise	Actifs (en mio. devise)	Expense ratio	Poids Initial
Obligations Euro	SPDR Barclays Euro Aggregate Bond UCITS ETF	IE00B41RY163	EUR	183,73	17 bp	10%
	iShares Euro Aggregate Bond UCITS ETF	IE00B3DXXQ41	EUR	1 792,93	25 bp	15%
	Natixis Aik Fund - Natixis Euro Aggregate A	LU0935223387	EUR	940,65	> 50 bp	9%
Obligations US	Vanguard Total Bond Market ETF	US9219178156	USD	31,673 25	6 bp	10%
	iShares Core U.S. Aggregate Bond ETF	US4642872265	USD	41 931,05	5 bp	9%
	Schwab U.S. Aggregate Bond ETF	US8085248396	USD	3 419,76	4 bp	9%
Actions "Monde"	ComStage ETF MSCI World TRN UCITS ETF	LU0392494562	EUR	1 069,27	20 bp	9%
	iShares Core MSCI World Index UCITS ETF IC	IE0274218692	EUR	2 887 89	45 bp	9%
	Lyxor ETF MSCI World	FR0010915770	EUR	1 665,23	20 bp	7%
Actions Europe	iShares MSCI EUROPE INDEX UCITS ETF (DR)	LU0274219237	EUR	3 255,84	30 bp	8%
	Amondor ETF MSCI EUROPE UCITS ETF	FR0011655696	EUR	648,64	15 bp	7%
Liquidités						3%

source Bloomberg

En date du 31 décembre 2016, le montant disponible à la date du 1^{er} investissement, soit EUR 132'755'877,20, a progressé de presque 175 points de base à EUR 135'078'232,96. La performance du fonds est donc de 1,7493% en absolu au cours de l'année 2016, ce qui correspond au « time-weighted return » et qui fait référence, alors que le « money-weighted return » est de 2,28%.

Au 31 décembre 2016, les taux d'intérêt en EUR étaient négatifs pour les échéances jusqu'à 4 ans, alors qu'ils étaient négatifs jusqu'à 7 ans au 31 septembre 2016. En 2016, les taux d'intérêt en EUR ont baissé toutes échéances confondues, les échéances courtes, ayant baissé plus que les échéances longues. Les taux d'intérêt en USD, par contre, se sont inscrits en hausse en 2016, également toutes échéances confondues et surtout les échéances inférieures à 5 ans. Tant en Europe qu'aux États-Unis, les courbes

de taux sont devenues plus plates. En Europe, il s'agit d'un « bear flattening », comme les investisseurs rallongeaient la durée de leurs portefeuilles obligataires à cause de la politique de rachats d'actifs de la BCE. Aux États-Unis, il s'agit d'un « bull flattening » où le marché anticipait un durcissement de la politique monétaire par la Réserve Fédérale à la fin 2016, ce qui s'est réalisé en décembre.

Les investissements obligataires en EUR ont réalisé une performance de -1,639%, après prise en compte des dividendes encaissés en espèces, par rapport à une performance pondérée de l'indice à -1,629%. Le fonds de Natixis a sous-performé de 32,5 points de base et les deux ETF ont surperformé de 10, respectivement 17 points de base, partiellement parce que le dividende n'a pas été réinvesti sur un indice en baisse au 4^e trimestre.

Les investissements obligataires en USD ont réalisé une performance libellée en USD de -2,510%, après prise en compte des dividendes encaissés en espèces, par rapport à une performance pondérée de l'indice à -2,435%, également en USD. Avec une couverture du risque de change USD contre EUR entre 90% et 100% de la position libellée en USD, le fonds n'a quasiment pas profité de l'appréciation du dollar américain face à l'euro. Les trois ETFs détenus en portefeuille ont sous-performé leur indice de référence, compte tenu des prix d'acquisition du Fonds souverain. Le taux de dividende moyen de ces 3 ETFs était de 1%. La sous-performance des ETFs par rapport à leur indice est de 2,4 (iShares), 3,1 (Vanguard) et 17,8 (Schwab) points de base, sans prise en compte des résultats de change à terme.

La situation sur les marchés boursiers était historiquement calme à la fin de l'année 2016, la volatilité des indices boursiers s'étant inscrite en baisse tout au long de l'année. La situation technique n'indique aucun revirement de tendance à court terme. Les banques centrales désirent endiguer le moindre début de crise, de telle sorte que l'économie mondiale continue de croître à un taux de croissance faible, mais régulier. Les marchés de matières premières et celui des changes suggèrent des risques plus importants, avec des tensions géopolitiques mondiales et avec une incertitude politique dans un nombre croissant de pays, surtout développés.

Les investissements actions mondiaux ont généré une performance de 9,040%, par rapport à une performance pondérée de l'indice à 8,860%. Deux des trois ETFs, libellés en EUR, ont surperformé leur benchmark, l'ETF ComStage de 30 points de base et l'ETF DB de 23 points de base, alors que l'ETF Lyxor a sous-performé de 5 points de base, le dividende, à 1,22% de la position, n'étant pas investi sur un indice en forte hausse au 4^e trimestre.

Les investissements actions Europe ont généré une performance de 6,024%, par rapport à une performance pondérée de l'indice à 6,395%. Les deux ETFs ont sous-performé leur indice, sur base des prix d'acquisition du Fonds souverain, l'ETF DB de 32 points de base et l'ETF Amundi de 42 points de base.



Isabelle Goubin
Président



Rapport d'audit

Au Gouvernement en Conseil et au Comité directeur du
Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg, comprenant le bilan au 31 décembre 2016, le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Comité directeur pour les comptes annuels

Le Comité directeur est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du Réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du Réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le Réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Comité directeur, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Comité directeur. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport d'activités mais ne comprennent pas les comptes annuels et notre rapport d'audit sur ces comptes annuels.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des comptes annuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les comptes annuels ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport d'activités est en concordance avec les comptes annuels et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative
Représentée par

Luxembourg, le 21 mars 2017

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'F. Mousel', written over the printed name.

- 7.
François Mousel

Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

Bilan
 Au 31 décembre 2016
 (exprimé en EUR)

<u>Actif</u>	Notes	31.12.2016	31.12.2015
<u>Actif immobilisé</u>		133.061.654,42	0,00
Immobilisations financières			
Titres ayant le caractère d'immobilisations	Note 3	133.061.654,42	0,00
<u>Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse</u>		2.016.578,54	50.000.000,00
Total du bilan (Actif)		135.078.232,96	50.000.000,00

Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

Bilan (suite)
 Au 31 décembre 2016
 (exprimé en EUR)

<u>Capitaux propres et Passif</u>	Notes	31.12.2016	31.12.2015
<u>Capitaux propres</u>		135.065.453,96	49.990.500,00
Dotations de l'Etat	Note 4	132.755.877,20	50 000.000,00
Résultats reportés		(9.500,00)	0,00
Résultat de l'exercice		2.319.076,76	(9 500,00)
 <u>Dettes</u>		 12.779,00	 9.500,00
Dettes sur achats et prestations de services			
- dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		12.779,00	9.500,00
- dont la durée résiduelle est supérieure à un an		0,00	0,00
 Total du bilan (Capitaux propres et Passif)		 135.078.232,96	 50.000.000,00

Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

Compte de profits et pertes

Au 31 décembre 2016

(exprimé en EUR)

<u>Compte de profits et pertes</u>	Notes	2016	2015
Matières premières et consommables et autres charges externes			
a) Matières premières et consommables		0,00	0,00
b) Autres charges externes	Note 5	-47.085,27	-9.500,00
Produits provenant d'autres valeurs mobilières, d'autres titres et de créances de l'actif immobilisé			
a) provenant d'entreprises liées		0,00	0,00
b) autres produits ne figurant pas sous a)	Note 7	2.366.162,03	0,00
Résultat de l'exercice		2.319.076,76	-9.500,00

Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

Annexe aux comptes annuels

Au 31 décembre 2016
(exprimé en EUR)

Note 1 - Généralités

Par la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir – première partie (2015) il a été institué un établissement public, placé sous l'autorité du ministre ayant les Finances dans ses attributions et jouissant de la personnalité juridique, dénommé « Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg » (FSIL) et désigné ci-après par « Fonds ».

Le siège du Fonds est à Luxembourg.

La mission du Fonds consiste à réaliser une épargne dont les revenus pourront être utilisés, sous certaines conditions et dans certaines limites, pour contribuer au bien-être des générations futures.

Le Fonds dispose de l'autonomie financière. Il est alimenté par une dotation budgétaire annuelle d'au moins 50 millions d'euros qui se compose de recettes provenant en partie de la TVA sur le commerce électronique et des accises sur le carburant. Il peut être alimenté par d'autres recettes considérées comme non récurrentes.

Les dotations annuelles futures sont ajustées pour tenir compte des variations de l'indice des prix à la consommation nationale (IPCN).

L'Etat verse la dotation annuelle au Fonds au plus tard le 30 avril de chaque année.

Le Gouvernement en Conseil peut décider, au plus tôt vingt ans après la date de constitution du Fonds, ou lorsque les avoirs du Fonds dépassent 1 milliard d'euros, d'affecter au budget de l'Etat au maximum 50 pour cent des revenus dégagés par les avoirs du Fonds au cours de l'exercice précédent.

Les organes du Fonds sont le comité directeur et le comité d'investissement.

Le comité directeur assure la gestion et l'administration des avoirs du Fonds conformément à la mission de ce dernier. Il a tous les pouvoirs de gestion et d'administration requis pour ce faire.

Le comité directeur gère le Fonds dans toutes les affaires qui n'ont pas été déferées à un autre organe par la loi ou des règlements. Il lui appartient notamment :

- a) de définir la politique du Fonds,
- b) d'établir les principes et procédures devant régir la gestion et l'administration de Fonds,
- c) de statuer sur le budget annuel, et
- d) d'arrêter les comptes financiers du Fonds.

Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

Annexe aux comptes annuels (suite)

Au 31 décembre 2016
(exprimé en EUR)

Note 1 - Généralités (suite)

La décision visée au point a) ci-dessus est soumise pour approbation au Gouvernement en Conseil.

La Banque et Caisse d'Épargne de l'État est agent comptable et agent bancaire du Fonds.

Les comptes financiers du Fonds sont également soumis pour approbation au Gouvernement en Conseil et sont publiés au « Mémorial des Sociétés et Associations » dans le mois de leur approbation.

L'année comptable du Fonds est identique avec l'année civile.

Le comité directeur adresse chaque année au Gouvernement en Conseil et à la Chambre des Députés pour le 31 mars au plus tard, le rapport d'activités de l'année écoulée. Il adresse en outre chaque année au Gouvernement en Conseil, pour le 31 août au plus tard, un rapport sur les activités au cours du premier semestre et la situation financière à la fin du premier semestre.

Le Fonds est soumis au contrôle de la Cour des comptes conformément aux dispositions légales réglant le fonctionnement de cette Cour.

Note 2 - Méthodes comptables

2.1 Principes généraux

Les comptes annuels au 31 décembre 2016 ont été établis en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg selon la méthode d'évaluation à la juste valeur pour les instruments financiers.

Les politiques comptables et les principes d'évaluation sont, en dehors des règles imposées par la loi modifiée du 19 décembre 2002, déterminés et mis en place par le comité directeur.

La préparation des comptes annuels implique le recours à un certain nombre d'estimations comptables déterminantes. Elle impose aussi au comité directeur d'exercer leur jugement dans l'application des méthodes comptables. Le comité directeur estime que les hypothèses sous-jacentes sont adéquates et que les comptes annuels donnent une image fidèle de la situation financière et des résultats du Fonds.

Le Fonds fait des estimations et hypothèses qui ont une incidence sur les montants repris à l'actif et au passif au cours de la période. Les estimations et jugements sont évalués de façon continue et se basent sur l'expérience passée et d'autres facteurs, dont les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables dans ces circonstances.

Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

Annexe aux comptes annuels (suite)

Au 31 décembre 2016
(exprimé en EUR)

Note 2 - Méthodes comptables (suite)

2.2 Frais d'établissement

Les Fonds n'a pas supporté des frais d'établissement lors de sa mise en place.

2.3 Bases de conversion des éléments exprimés en monnaie étrangère

Le Fonds tient sa comptabilité en euros (EUR). Le bilan et le compte de profits et pertes sont exprimés dans cette devise.

Les postes de bilan exprimés dans une devise autre que l'EUR sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Seuls sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes, les bénéfices et pertes de change réalisés et les pertes de change non réalisées.

Les opérations effectuées dans une devise autre que l'EUR sont converties dans la monnaie de présentation des comptes annuels au cours de change en vigueur à la date des opérations.

Les éléments évalués à la juste valeur sont convertis sur base des cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Les différences de change sur les éléments d'actif ou de passif comptabilisés à la juste valeur sont enregistrées au compte de profits et pertes avec les variations de juste valeur.

2.4 Immobilisations financières

Les instruments financiers sont évalués par référence à leur juste valeur. La juste valeur est déterminée selon les modalités suivantes :

- les instruments financiers admis à la négociation sur un marché réglementé ou sur un MTF sont évalués au dernier prix de marché publié par le marché réglementé ou le MTF concerné ;
- les parts d'OPCVM-non ETF sont évaluées à la dernière valeur nette d'inventaire publiée par l'OPCVM concerné ou sa société de gestion ;
- les autres instruments financiers sont évalués à leur valeur de réalisation probable qui sera estimée avec prudence et bonne foi selon les procédures fixées par l'agent bancaire et acceptées par le comité directeur.

La variation de la juste valeur des instruments financiers est enregistrée au compte de profits et pertes.

Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

Annexe aux comptes annuels (suite)

Au 31 décembre 2016
(exprimé en EUR)

Note 2 - Méthodes comptables (suite)

2.5 Instruments de couverture

Certaines positions de la classe d'actif « immobilisations financières » sont libellées en USD. Afin de ne pas subir les fluctuations de l'USD contre l'EUR, le Fonds a décidé de couvrir ce risque de change par des opérations de changes à terme mensuelles à hauteur de 95% du montant global de cette classe d'actif. Le pourcentage de couverture est suivi continuellement et est ajusté lors d'un dépassement des limites de 90% et 100%.

Les instruments de couverture sont évalués à leur juste valeur basée sur leur valeur estimée selon les techniques d'évaluation décrites ci-après. Les pertes non réalisées et bénéfices non réalisés sont enregistrés dans le compte de profits et pertes. La juste valeur des instruments de couverture correspond :

- au dernier cours disponible le jour de l'évaluation pour les instruments de couverture admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou sur un marché réglementé ;
- à la valeur de réalisation déterminé par l'utilisation des méthodes d'évaluation fondées sur des hypothèses faites par le comité directeur et les conditions de marché existant à la date de clôture du bilan.

Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

Annexe aux comptes annuels (suite)

Au 31 décembre 2016

(exprimé en EUR)

Note 3 - Immobilisations financières

En date du 31 décembre 2016, le portefeuille titres et les instruments de couverture du Fonds se présentent comme suit :

	Nombre de titres au 31.12.2016	Coût d'acquisition en EUR	Prix par titre au 31.12.2016 en devise	Evaluation en EUR	Plus/moins value non réalisée (Note 7)
Classe d'actifs: obligations en EUR					
ISHARES III BARCL CAP EUR BD	106,525 0000	13,276,876 21	122 5800	13,057,834 50	-219,041 71
NATIXIS AM FDS EURO AGGREGATE 1A	69 45710	11,949,193 40	168,675 1800	11,715,688 84	-233,504 56
SSGA SPDR BARCAP EUR AGGR BD	215,789 00000	13,273,475 47	60 5300	13,061,708 17	-211,767 30
Classe d'actifs: obligations en USD					
ISHARES BARCLAYS AGGREGATE BD	118,470 0000	11,957,744 53	108 0600	12,172,547 49	214,802 96
SCHWAB US AGGREGATE BOND ETF	248,320 0000	11,959,470 01	51 5000	12,159,817 44	200,347 43
VANGUARD BOND INDEX TOTAL BOND MARKET ETF	175,888 0000	13,286,829 22	80 7900	13,511,449 58	224 620 36
Classe d'actifs: actions de pays développés					
COMSTAGE ETF MSCI WORLD TRN	285,091 0000	11,952,913 79	45 7700	13,048 615 07	1 095,701 28
DB X-TRACKERS MSCI WORLD TRN INDEX ETF -1-CAP	287,302 0000	11,951,102 44	45 3800	13,037,764 76	1,086,662 32
LYXOR ETF MSCI WORLD -A-	60,807 0000	9,296,455 12	164 4800	10,001,535 36	705,080 24
Classe d'actifs: actions européennes					
AMUNDI ETF MSCI EUROPE	50,164 0000	9,293,576 23	196 3200	9,848,196 48	554 620 25
DB X-TRACKERS MSCI EUROPE-1C-CA	218,571 0000	10,620,852 18	51 5437	11,265,958 05	645,105 87
Instruments de couverture					
Change à terme USD/EUR (échéance 23 janvier 2017)	n/a	n/a	n/a	180,538 67	180 538 67
Total		128,818,488.60		133,061,664.42	4,243,166.82

Afin de prendre une exposition à un moindre coût sur les différentes classes d'actifs définies dans la politique d'investissement, le comité directeur a décidé d'investir, pendant la phase de lancement constituée des cinq premières années d'existence du Fonds, dans des fonds d'investissement indiciels sous forme ETF (exchange traded fund) ou OPCVM (organisme de placement collectif en valeurs mobilières au sens de la directive 2009/65/CE). Ces fonds indiciels suivent les indices de marché de référence des différentes classes d'actifs respectives (benchmarks) et ne sont pas activement gérés. Leurs coûts de fonctionnement internes sont peu importants.

Le choix d'affectation du portefeuille titres en immobilisation financière a été effectué pour refléter une optique d'investissement à long terme. Ce classement ne préjudicie pas le fait que les instruments détenus au 31 décembre 2016 par le Fonds sont hautement liquides et pourraient être vendus à brève échéance.

Note 4 – Dotations de l'Etat

Au 31 décembre 2016, les dotations versées s'élèvent à 132 755.877,20 EUR.

Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

Annexe aux comptes annuels (suite)

Au 31 décembre 2016

(exprimé en EUR)

Note 5 - Autres charges externes

Au 31 décembre 2016, ce poste est composé de l'élément suivant:

	2016 EUR	2015 EUR
Honoraires du réviseur d'entreprises agréé	13.256,49	9.500,00
Honoraires comptables	8.775,00	0,00
Garde des titres	25.053,78	0.00
	<hr/>	<hr/>
	47.085,27	9.500,00
	=====	=====

Note 6 - Rémunérations des membres du comité directeur et du comité d'investissement

En 2016, aucune rémunération n'a été versée aux membres du comité directeur ou aux membres du comité d'investissement du Fonds, car ce-dernier n'a eu qu'une activité opérationnelle très limitée.

Note 7 - Produits provenant d'autres valeurs mobilières, d'autres titres et de créances de l'actif immobilisé

Ce poste représente en un seul montant compensé le détail suivant :

Gains et pertes réalisés:	2016 EUR
- Dividendes	494.569,85
- Plus-value réalisée sur les instruments de couverture	346.665,95
- Moins-value réalisée sur les instruments de couverture	-2.718.239,59
Gains et pertes non réalisés (Note 3):	
- Plus-value non réalisée sur le portefeuille titres	4.726.940,72
- Moins-value non réalisée sur le portefeuille titres	-664.313,57
- Plus-value non réalisée sur les instruments de couverture	180.538,67
- Moins-value non réalisée sur les instruments de couverture	0,00
	<hr/>
Total :	2.366.162,03
	=====

Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

Annexe aux comptes annuels (suite)

Au 31 décembre 2016
(exprimé en EUR)

Note 8 - Autres intérêts et autres produits financiers

Les avoirs en banque n'ont fait l'objet d'aucune rémunération en 2016.

Note 9 - Impôts

Le Fonds est exempt des impôts directs au Luxembourg.

Note 10 - Engagements hors-bilan

Le Fonds est engagé au 31 décembre 2016 par un change à terme échéance 23 janvier 2017 :

Achat de 35.960.704,11 EUR

Vente de 37.630.000,00 USD

Ce change à terme couvre, à hauteur d'environ 95%, le risque de change USD contre EUR en provenance des positions du portefeuille libellées en USD.